



**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions  
- TPSGC**

**Place du Portage, Phase III**

**Core 0B2 / Noyau 0B2**

**11 Laurier St./11, rue Laurier**

**Gatineau**

**Québec**

**K1A 0S5**

**Bid Fax: (819) 997-9776**

**SOLICITATION AMENDMENT**

**MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Miscellaneous Special Projects Division (XN)/Division  
des projets spéciaux divers (XN)  
Canadian Building  
219 Laurier Ave. West, 13th Floor  
Room 13077  
Ottawa  
Ontario  
K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> Solution d'achats électronique(SAE)	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> EN578-131350/H	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 035
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> 20131350	<b>Date</b> 2016-12-01
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$XN-111-30112	
<b>File No. - N° de dossier</b> 111xn.EN578-131350	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2016-12-21</b>	
<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Standard Time EST	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Thauvette, Maxime	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 111xn
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (819) 420-2201 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

**Demande de propositions  
(DP)****Modification de sollicitation: 035****But:**

Le but de cette modification est de modifier la demande de propositions (DP) et de fournir des réponses aux questions reçues en ce qui concerne la présente DP.

**(A) CHANGEMENTS****CHANGEMENT: 228**

À l'Annexe 1, section 6.3.2 *Méthodologie et plan de gestion de projet, i)*,

SUPPRIMER : ii. les exigences en matière d'assurance de la qualité pour la mise en œuvre et toutes les activités de transition, conformément aux modalités précisées dans les présentes;

INSÉRER : ii. les exigences en matière d'assurance de la qualité pour la mise en œuvre et toutes les activités de transition, y compris les exigences proposées relativement au rendement de base;

**CHANGEMENT: 229**

À l'annexe 1 – *Énoncé des travaux*, sous l'exigence *SécreInt.06* du tableau 16 – *Exigences en matière d'accès sécurisé pour les utilisateurs du GC*,

SUPPRIMER : Vérifier qu'aucune connexion simultanée à la SAE n'est autorisée pour le même compte d'utilisateur unique.

INSÉRER : Vérifier qu'aucune connexion simultanée à la SAE n'est autorisée pour le même compte d'utilisateur unique sur plusieurs stations de travail ou appareils.

**CHANGEMENT: 230**

À l'Annexe 1, section 5.6.2.2 *Premier point de contact*,

SUPPRIMER : f) fournir un soutien relatif aux mots de passe, y compris des capacités libre-service de réinitialisation du mot de passe, des demandes de changement des privilèges d'accès ainsi que des demandes d'activation, de suspension et de fermeture de comptes d'utilisateurs.

INSÉRER : f) fournir un soutien relatif aux justificatifs de connexion fournis par l'entrepreneur (le cas échéant), y compris des capacités libre-service de réinitialisation du mot de passe, des demandes de changement des privilèges d'accès ainsi que des demandes d'activation, de suspension et de fermeture de comptes d'utilisateurs.

**(B) QUESTIONS****QUESTION: 658**

En ce qui concerne l'exigence E2.93, elle décrit une liste des rapports qui doivent être présentés par l'intermédiaire d'un portail de la gestion de la sécurité. Les applications infonuagiques multilocataires que nous proposons seront en mesure d'appuyer certains de ces rapports sur demande, et il est possible d'en fournir un certain nombre sur demande. Cependant, compte tenu de la nature de leurs activités, les fournisseurs de produits infonuagiques à grande échelle n'ont pas conçu leurs services en vue d'élaborer pour leurs clients commerciaux des rapports de sécurité particuliers qui soient compatibles avec leur modèle opérationnel d'élaboration des exigences du client et les meilleures pratiques de l'industrie. Par conséquent, nous demandons à l'État de modifier cette exigence, et d'indiquer « *l'entrepreneur fournira des rapports sur les activités liées à la sécurité, conformément aux pratiques normalisées de fournisseurs de produits infonuagiques multilocataires.* »

**RÉPONSE: 658**

Le Canada confirme que, dans le contexte d'une solution infonuagique à locataires multiples, les rapports de sécurité opérationnelle maintenus par le fournisseur de services d'infonuagique et disponibles au besoin seront évalués du point de vue de la sécurité de l'information et de l'exhaustivité fonctionnelle pendant le processus d'évaluation et d'autorisation de sécurité. Toute lacune relevée dans les rapports de sécurité opérationnelle sera évaluée, et des mesures correctives pourront être exigées.

**QUESTION: 659**

D-09.08 énonce ce qui suit : « *filtrer les fournisseurs admissibles du catalogue qui satisfont à une exigence socioéconomique sélectionnée en fonction de leur profil de gestion des relations avec les fournisseurs (p. ex., Autochtones)* ». L'État peut-il préciser si l'on vise à pouvoir rechercher des fournisseurs en fonction de données sur les fournisseurs, ou si l'on souhaite plutôt pouvoir rechercher des éléments du catalogue en fonction de caractéristiques de données de fournisseurs qui peuvent fournir les articles du catalogue? Le filtrage du catalogue s'appuie généralement sur les données du catalogue, plutôt que sur les renseignements du profil du fournisseur. Si l'État cherche à filtrer le catalogue en fonction des renseignements sur les fournisseurs, nous demandons que cette exigence soit déplacée vers la section cotée.

**RÉPONSE: 659**

Le GC doit être en mesure d'effectuer des recherches dans des catalogues et de sélectionner des articles des catalogues en fonction des renseignements socioéconomiques actuels du (des) fournisseur(s). Les renseignements socioéconomiques du fournisseur sont tenus à jour dans son profil de fournisseur. Il incombe au soumissionnaire de déterminer la méthode appropriée quant à la façon dont ces renseignements seront mis à disposition lors de recherches dans l'environnement de catalogue. Les méthodes comprennent, entre autres :

- i. La mise en lien directe du catalogue au profil du fournisseur
- ii. L'affichage par défaut des renseignements sur le fournisseur dans le catalogue pendant le processus de chargement du catalogue

**QUESTION: 660**

En ce qui concerne la modification 8 (changement n° 23), les exigences relatives au rendement de la solution (c.-à-d. les délais de réponse des transactions) ont été supprimées; pourtant, la section 6.8.1.3 de la version 2.1 de l'Annexe 1 – Énoncé des travaux inclut toujours la mise à l'essai pour répondre aux exigences en matière de rendement dans le cadre de l'intégration de la transition et de la mise à l'essai du système. TPSGC pourrait-il confirmer que, comme il n'y a plus d'exigences de rendement concernant la SAE, la mise à l'essai pour répondre aux exigences en matière de rendement n'est donc pas requise dans le cadre de l'intégration de la transition et de la mise à l'essai du système?

**RÉPONSE: 660**

L'ANS relatif aux délais de réponse des transactions dans la modification n° 008 a d'abord été inclus pour mesurer le rendement une fois la SAE opérationnelle.

La section 6.8.1.3 de la version 2.1 de l'Annexe 1 – Énoncé des travaux décrit les exigences liées à la mise à l'essai de la phase de transition, laquelle est nécessaire pour confirmer le rendement du système avant son entrée en service. Une telle mise à l'essai sera effectuée en conformité avec le plan de transition et avec le plan d'assurance de la qualité (AQ) qui, comme il est défini à la section 6.3.2.i).ii de l'EDT, doivent comprendre des « exigences en matière d'AQ pour les activités de mise en œuvre et de transition ». Les exigences du plan d'AQ doivent comprendre les exigences proposées relativement au rendement de base par rapport auxquelles la SAE sera mise à l'essai.

Veuillez consulter les modifications apportées à 6.3.2.i).ii, précisant l'exigence de la section « Changements » de la présente modification de DP.

**QUESTION: 661**

En ce qui concerne l'Annexe 3 – Barème de prix version 4.3, tableau 1, compte tenu de la taille de cet engagement, la fréquence et le pourcentage de paiement pour chaque jalon a une incidence financière importante. Afin d'harmoniser les paiements avec le temps consacré à l'exécution des processus, nous demandons que le paiement des coûts de transition totaux soit modifié comme suit : augmentation du jalon 3 de 15 à 25 %. Les jalons 6 et 8 pourraient ensuite être réduits de 10 % à 5 %.

**RÉPONSE: 661**

Le Canada a envisagé la demande, mais les pourcentages rattachés à chaque jalon demeureront les mêmes. Les soumissionnaires doivent noter que le Canada a modifié son approche de déploiement pour les jalons dans la modification n° 034.

**QUESTION: 662**

En ce qui concerne l'Annexe 3 – Barème de prix version 4.3, tableau 2, les soumissionnaires doivent assumer une partie importante des coûts opérationnels au moment de l'entrée en service du jalon 3, et les coûts de soutien pour la SAE frôleront 100 % au moment de l'entrée en service du jalon 6. Par conséquent, le pourcentage des paiements d'étape pour le prix de lot ferme mensuel des coûts opérationnels doit être mis à jour. Afin d'harmoniser les paiements avec les coûts, nous demandons les changements suivants : augmentation du paiement des jalons 1, 2 et 3 de 40 % à 50 %. Les coûts opérationnels pour le jalon 6 doivent diminuer de 10 % à 5 %, de même que ceux du jalon 8.

**RÉPONSE: 662**

Veuillez-vous reporter à la réponse à la question n°661.

**QUESTION: 663**

En ce qui concerne l'Annexe 3 – Barème de prix version 4.3, tableau 1, peu de jalons sont franchis au cours de la transition, ce qui entraîne des répercussions financières importantes pour les soumissionnaires. Le Canada peut-il fournir un calendrier de paiement basé sur les jalons et les produits livrables s'harmonisant davantage avec les paiements tous les mois ou deux mois? Cela pourrait être mis en place lors de l'achèvement et de l'approbation des principaux produits livrables provisoires.

**RÉPONSE: 663**

Le Canada a envisagé la demande, mais le paiement du prix de lot ferme de la phase de transition demeurera le même. Les soumissionnaires doivent noter que le Canada a modifié son approche de déploiement pour les jalons dans la modification n° 034.

**QUESTION: 664**

En ce qui concerne l'Annexe 3 – Barème de prix V4.3, tableau 1, l'exigence de 40 % ou moins pour le prix de lot ferme indiqué au tableau 1 ne prend pas en compte les coûts fixes et autres coûts de mise en œuvre initiaux des soumissionnaires. Nous recommandons l'augmentation du seuil par l'État.

**RÉPONSE: 664**

Veuillez consulter l'Annexe 3 – Barème de prix, version 4.4, dans laquelle le Canada a révisé le seuil à 70 %.

**QUESTION: 665**

En ce qui concerne les éléments de questions-réponses 231 et 278, on a confirmé que le système de GSTI de l'entrepreneur ne devrait pas nécessairement pouvoir être intégré aux systèmes de GSTI actuels du GC dans le cadre de la SAE et que le processus d'autorisation de tâches serait utilisé si l'intégration des systèmes de GSTI du GC devenait nécessaire à l'avenir. Par conséquent, veuillez confirmer que l'exigence k) de la section 5.6.2.1 de l'Annexe 1, version 2.1 concerne la proposition, par l'entrepreneur, d'un système qui permettra de répondre à cette exigence dans l'éventualité où elle serait présentée sous forme d'autorisation de tâche à l'avenir.

**RÉPONSE: 665**

Le Canada confirme qu'effectivement, si l'exigence k) de la section 5.6.2.1 venait à être requise à l'avenir, ce serait par l'intermédiaire d'une autorisation de tâche.

**QUESTION: 666**

En ce qui concerne l'Annexe 3 – Barème de prix, tableau 2 (Prix de lot ferme mensuel - K), le prix de lot ferme mensuel du tableau 2 correspond au montant qu'un fournisseur de SaaS requiert pour mettre en place un environnement spécifique pour un client, lequel peut ensuite être mis à l'échelle au moyen des prix unitaires fermes du niveau 1 au niveau 3. Le prix de lot ferme mensuel, toutefois, doit s'appuyer sur la même mesure utilisée pour calculer le prix unitaire ferme (utilisateurs, dépenses ou transactions). Le tableau 2 ne permet toutefois pas au fournisseur de préciser quelle est la mesure minimale utilisée pour calculer le prix de lot ferme mensuel (p. ex., 20 000 utilisateurs du gouvernement du Canada ou un milliard de dollars de dépenses), ou encore de réduire les échelons de prix unitaires fermes jusqu'à ce que le minimum soit atteint. L'État peut-il modifier les tableaux afin de tenir compte de ce facteur?

**RÉPONSE: 666**

Le prix de lot ferme mensuel (K) de l'Annexe 3 permet aux soumissionnaires d'inclure des frais mensuels qui ne sont liés à aucune utilisation (c.-à-d. utilisateurs, dépenses du catalogue ou transactions) en vue de couvrir les coûts permanents liés à l'exploitation de la SAE. Tous les coûts liés à l'utilisation doivent être inclus dans les prix unitaires fermes pour la phase opérationnelle de la SAE. Par conséquent, le Canada n'a pas l'intention de modifier le tableau 2.

**QUESTION: 667**

Dans Secureint.06, on énonce ce qui suit : « *La solution doit pouvoir vérifier qu'aucune connexion simultanée à la SAE n'est autorisée pour le même compte d'utilisateur unique* ». La plupart des applications sur navigateur restreignent la possibilité d'effectuer simultanément plusieurs connexions au cours d'une seule et même session sur le navigateur. Cependant, il est souvent possible de se connecter simultanément pendant différentes sessions sur le navigateur. Les justifications de cette approche incluent la volonté de fournir aux utilisateurs la possibilité de travailler de la façon qu'ils jugent la plus efficace (p. ex., avec des écrans multiples) et la réduction des répercussions des connexions ratées sur navigateur ou réseau qui pourraient laisser une session ouverte sur le serveur. Comme il s'agit d'une approche normalisée pour les applications sur le Web, l'État peut-il supprimer cette exigence ou la déplacer vers les exigences cotées? Si l'État n'est pas en mesure de déplacer l'exigence, veuillez fournir plus de renseignements quant à son objectif; il se pourrait qu'une autre capacité de la solution puisse répondre aux préoccupations de l'État.

**RÉPONSE: 667**

Le Canada acceptera que les utilisateurs se connectent au cours de différentes sessions de navigation à partir du même poste de travail; toutefois, le Canada n'acceptera pas la capacité, pour un utilisateur individuel, d'ouvrir simultanément une session dans la SAE sur plusieurs postes de travail ou appareils.

**QUESTION: 668**

En ce qui concerne la section 7.2.7 Déploiement à l'échelle du gouvernement – Transition d'entrée d'instances du SMGF, l'État peut-il confirmer qu'il s'attend à ce que chaque Ministère soit responsable des tâches de planification et d'exécution de la gestion du changement organisationnel (GCO) requises pour l'intégration à la SAE? Nous suggérons qu'à l'appui des ministères, l'entrepreneur puisse aider SPAC à maintenir un réseau de champions du changement issus de différents ministères et organismes, ainsi qu'à fournir une trousse d'outils de GCO que chaque ministère ou organisme peut adapter à ses besoins particuliers.

**RÉPONSE: 668**

Veuillez-vous reporter à la réponse à la question n° 635.

**QUESTION: 669**

Étant donné que le jalon n° 6 est limité au Programme des approvisionnements de SPAC et à la Direction générale des finances et de l'administration, et compte tenu de la réponse à la question n° 633 et des données volumétriques fournies, l'État peut-il préciser s'il est raisonnable d'estimer qu'environ 3 500 utilisateurs du GC, y compris 1 295 utilisateurs des approvisionnements, utiliseront la SAE lors de l'achèvement de ce jalon? Sinon, l'État peut-il fournir une estimation du nombre d'utilisateurs du GC et d'utilisateurs des approvisionnements qui utiliseront la solution à la fin du jalon n° 6?

**RÉPONSE: 669**

Conformément à la réponse fournie à la question n° 633, le nombre d'utilisateurs du GC qui recevront l'accès au sein du Programme des approvisionnements et de la DGFA n'a pas encore été déterminé par le Canada. Conformément à la section 1.3 – *Données volumétriques, (j) Population d'employés du groupe d'acheteurs de l'Annexe 1 – Énoncé des travaux, Partie 1 : Aperçu de la Solution d'achats électroniques du Canada*, on dénombre actuellement 1 295 utilisateurs des approvisionnements au sein de SPAC qui sont considérés comme ayant des responsabilités liées aux approvisionnements. Toutefois, le Canada n'est pas en mesure d'estimer ou de garantir combien, parmi ces personnes, utiliseront la SAE.

**QUESTION: 670**

On énonce à l'Annexe 1, section 5.6.2.2, ce qui suit : « *f) fournir un soutien relatif aux mots de passe, y compris des capacités libre-service de réinitialisation du mot de passe [...]* ». Étant donné qu'il existe une exigence relative à l'intégration avec maCLÉ pour les utilisateurs du GC, l'entrepreneur sera-t-il tenu de fournir de telles capacités? De même, l'entrepreneur est-il uniquement tenu d'appuyer les réinitialisations de mots de passe d'utilisateurs externes au GC dans le cadre de ses propres services de détection et de prévention des intrusions? Enfin, l'État peut-il préciser les attentes en ce qui concerne le « *soutien relatif aux mots de passe* »?

**RÉPONSE: 670**

Si maCLÉ et CléGC sont utilisés pour ouvrir une session sécurisée dans la SAE, la réinitialisation des mots de passe sera la responsabilité du GC. Si l'entrepreneur fournit des exigences de connexion sécurisée, il lui incombera alors de gérer les réinitialisations. Par exemple, le « *soutien relatif aux mots de passe* » peut se présenter sous la forme de conseils quant à la manière, pour un utilisateur, d'obtenir un nouveau mot de passe et tout soutien technique nécessaire.

**QUESTION: 671**

Selon les renseignements fournis en réponse à la question n° 541, nous croyons comprendre que la Direction générale des approvisionnements, y compris les cinq régions, n'a lancé que 455 commandes subséquentes pour se procurer des biens et des services dans le cadre de 2 794 offres à commandes et 917 arrangements en matière d'approvisionnement établis pour l'utilisation de TPSGC. Cela semble être un nombre très faible de commandes subséquentes par rapport au nombre d'accords-cadres en place. L'État est-il en mesure de fournir des directives sur la façon d'interpréter adéquatement ces données pour le moins surprenantes?

**RÉPONSE: 671**

Par souci de clarté, la plupart des offres à commandes et des arrangements en matière d'approvisionnement sont établis par le Programme des approvisionnements de TPSGC aux fins d'utilisation par le GC au nom du GC (y compris TPSGC à titre de ministère). Les 455 commandes subséquentes effectuées par le Programme des approvisionnements pour TPSGC sont des commandes subséquentes allant au-delà des pouvoirs approuvés en dollars des groupes internes responsables de l'approvisionnement à la Direction générale des finances et de l'administration (DGFA) de TPSGC. Conformément à la réponse à la question n° 633, l'organisation interne de l'approvisionnement de TPSGC au sein de la DGFA a lancé 5 708 commandes subséquentes.

**QUESTION: 672**

Selon les renseignements fournis en réponse à la question n° 633, nous croyons comprendre que la DGFA a lancé 5 708 commandes subséquentes au titre d'accords-cadres. Est-il correct d'affirmer que ces commandes subséquentes ont été passées dans le cadre des mêmes 2 794 offres à commandes et 917 arrangements en matière d'approvisionnement mentionnés à la question n°671? Cela ne représente que 1,5 commande subséquente par accord-cadre par année. L'État est-il en mesure de fournir des directives sur la façon d'interpréter adéquatement ces données?

**RÉPONSE: 672**

Veuillez-vous reporter à la réponse à la question n°671.

**TOUTES LES AUTRES MODALITÉS ET LES CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉES.**